

Le chassé-croisé du couple franco-allemand

Le Figaro, 2 janvier 2007

L'HABITUDE s'était installée de voir la France devancer sa partenaire allemande au palmarès du dynamisme économique. Mais en 2006, surprise, le produit intérieur brut (PIB) français s'est classé nettement derrière celui de sa voisine en terme de croissance. Et ceci pour la première fois depuis une douzaine d'années ! L'Allemagne devrait ainsi terminer 2006 autour de 2,6 %, contre environ 2,1 % pour la France.

Avec une telle « performance », l'Hexagone ne peut plus se targuer de figurer dans le peloton de tête de la zone euro. Ce renversement est le résultat combiné d'un coup de frein au second semestre en France - l'activité n'a pas progressé d'un pouce au 3^e trimestre - et d'un coup d'accélérateur à l'est du Rhin. L'économie allemande s'est développée aussi vite que la moyenne de la zone euro pendant trois trimestres consécutifs, ce qui ne s'était plus vu depuis le milieu des années 1990. Elle a ainsi déclenché un cercle vertueux. Le nombre des chômeurs est repassé sous la barre des 4 millions pour la première fois depuis quatre ans. Quant au déficit budgétaire, il pourrait descendre sous la barre de 2 % du PIB pour 2006. Toute l'Europe a de bonnes raisons de se réjouir de cette embellie germanique. Après avoir été un poids mort pour elle, l'Allemagne redevient un moteur. Le plus puissant. L'Allemagne pèse un tiers du PIB de la zone euro. La France, deuxième économie européenne, est la première intéressée à ce rebond : depuis plus de quatre-vingts ans, l'Allemagne est son premier partenaire commercial. Sa voisine lui achète aujourd'hui près de 15 % de ses marchandises exportées. À la mi-2006, sur douze mois, les échanges entre les deux pays atteignaient 118,9 milliards d'euros. Certes la puissance de ce moteur risque d'être éphémère. Nombreux sont les économistes à craindre une rechute de la croissance allemande entre 1,5 % et 1,7 % cette année. Un pessimisme qui s'explique par l'effet du relèvement de trois points de la TVA le 1^{er} janvier (lire aussi page 20) . Cette diminution va se répercuter sur le pouvoir d'achat des ménages - et donc sur leur consommation. La baisse des cotisations de l'assurance-chômage, qui vont revenir de 6,5 % à 4,2 %, ne suffira pas à compenser ce choc. Risque pour les échanges Cette rechute outre-Rhin est doublement préoccupante pour la France. D'une part, la diminution de la consommation des ménages allemands pèsera sur les importations. Or, compte tenu du poids de nos ventes à notre voisin, « des variations même légères sur la part de marché de la France en Allemagne ont un impact lourd sur les résultats à l'exportation de la France », explique une note de Bercy. D'autre part, la diminution des charges sociales pour les entreprises allemandes va améliorer la compétitivité-prix de leurs exportations. L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) évalue à 0,4 point de PIB cette année l'impact négatif des réformes allemandes sur la croissance française. « En augmentant la taxation des biens importés et en améliorant la compétitivité-coût des entreprises allemandes, le gouvernement outre-Rhin procède en fait à une dépréciation de la monnaie, ce qui pèsera sur les économies européennes », expliquait récemment Jean-Paul Fitoussi, directeur de l'OFCE. La hausse de la TVA est une « politique non coopérative », déplorait-il. Effectivement, « l'ensemble des effets de la hausse de la TVA devrait être très défavorable aux exportations françaises à destination, non seulement de l'Allemagne, mais aussi généralement de l'Union européenne à 25 », diagnostique aussi Mathieu Kaiser, économiste chez BNP Paribas. Au final, le taux de croissance allemand devrait repasser cette année derrière celui de la France, dont la croissance sera robuste, mais sans éclat, un peu au-dessus de 2 %. Mais lorsque l'Allemagne

commencera à toucher les dividendes de sa politique de réforme, elle devrait légèrement dépasser la France en 2008. Et peut-être ensuite pour longtemps.